



# LUTTE OUVRIERE

## UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

02/12/2013

### RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT PLESSIS ROBINSON

#### SOUS LA RETRAITE CHAPEAU, LE SCANDALE DU GRAND CAPITAL

Varin, le PDG de Peugeot Citroën, a reculé, ne serait-ce que sur la forme, face au scandale déclenché par ses 21 millions de retraite chapeau. Mais ce n'est pas le premier scandale, ni le dernier.

Parmi les plus notables, notons le PDG de Carrefour parti en 2012 avec une prime de 1,5 million d'euros et une retraite chapeau de 500 000 euros par an, le salaire de 13,4 millions d'euros de Carlos Ghosn, PDG de Renault Nissan, les 4,8 millions d'euros provisionnés par Alcatel Lucent pour la retraite chapeau de son PDG.

Et ce ne sont là que des exécutants ! Des serviteurs de luxe, certes, mais des serviteurs dont les maîtres peuvent se débarrasser s'ils ne sont pas à la hauteur des services attendus. Cela laisse imaginer la fortune des maîtres !

Les Peugeot, les Bettencourt, les Mittal, ne sont pas visés par le scandale et pourtant, s'ils payent des bonus, des stocks options, des retraites dorées à leurs laquais, c'est que ces derniers leur rapportent plus encore. Qu'ils versent même des sommes aussi extravagantes montre qu'ils ont de l'argent à ne plus savoir qu'en faire.

Que le PDG de PSA soit forcé de s'expliquer et de reculer est un juste retour de bâton. Depuis deux ans, ce monsieur dresse un tableau apocalyptique des finances de PSA. Au nom des prétendues difficultés, il a, en quatre ans de service, supprimé 15 000 emplois, sans compter les intérimaires et les CDD mis à la porte, et fermé trois usines, dont celle d'Aulnay. Et ce Monsieur s'apprêtait à partir avec 21 millions pour compléter sa retraite !

Il a fait le sale boulot de supprimer les emplois, il a justifié le blocage des salaires et la baisse de toute une série de primes, correspondant au vol de 1000 € par an et par salarié. Et ce, en sachant pertinemment que, s'il y avait des sacrifices à faire, la famille Peugeot et les autres actionnaires pouvaient payer. Toutes ces basses œuvres, il les a exécutées pour le compte de la famille Peugeot.

Au-delà de PSA, combien y a-t-il d'autres Varin à la tête des grands groupes payés pour mentir ? Payés pour se faire maîtres chanteurs et forcer les travailleurs à accepter sacrifice sur sacrifice pour le plus grand profit de la bourgeoisie ?

Tous ces grands patrons ont érigé le mensonge en art de gouverner. Eh bien, les travailleurs ne doivent pas prendre ce qu'ils disent pour argent comptant !

Les travailleurs concernés par des licenciements ou confrontés à des attaques devraient avoir accès à la comptabilité de l'entreprise, connaître ses bénéfices réels, ses dettes, ses provisions, ses participations à d'autres entreprises, l'utilisation des dividendes présents et passés.

Les travailleurs devraient faire la lumière sur ces fameuses charges dont tous les patrons se plaignent. Mais combien versent-ils aux banquiers ? Combien payent-ils pour louer leurs locaux aux spéculateurs immobiliers ? Combien payent-ils aux assurances ? Quelle marge le gros donneur d'ordre laisse-t-il au petit sous-traitant ?

Et combien les grands groupes capitalistes touchent-ils en aides et exonérations diverses ? Combien vont-ils toucher en crédit d'impôt compétitivité, au nom duquel le gouvernement va augmenter la TVA et nous faire tous payer ?

Dans cette transparence générale, les travailleurs verraient aussi combien rapporte un salarié. On mesurerait alors l'escroquerie qui consiste à parler de coût du travail. Car le travail ne coûte pas aux patrons, il leur rapporte. Le moindre centime que la bourgeoisie gagne lui vient de l'exploitation du travail, les millions d'euros que dépensent les riches pour s'assurer leur train de vie de parasites sont extraits de la peine et de la sueur des travailleurs.

Ne comptons pas sur le gouvernement ni sur la loi pour rétablir la vérité ou une morale quelconque. Jamais Hollande n'a envisagé une quelconque transparence sur les dividendes et les fortunes de la bourgeoisie. Sa promesse se limitait à encadrer les grandes rémunérations, et pour le privé, il l'a remise aux oubliettes.

Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui devront prendre en charge le contrôle et la transparence sur les circuits de l'argent. Cela ne remplacera pas le combat nécessaire pour défendre les emplois, les conditions de travail et les salaires mais cela l'aidera.

Aujourd'hui, un salarié est tenu au secret professionnel et, s'il divulgue une information, aussi utile soit-elle pour les travailleurs et pour la société, il peut être licencié et traité comme un malfaiteur.

Le secret commercial, le secret bancaire et le secret des affaires sont des armes du patronat. La levée de ces secrets doit faire partie du programme des travailleurs.

## C'est le salaire qui prime

L'allocation de fin d'année est de 279,95 euros. Quant à l'avance sur la prime d'intéressement aux résultats financiers, la direction n'a pas osé communiquer.

Toutes ces primes sont aléatoires et soumises au bon vouloir de la direction. Raison de plus pour imposer collectivement un salaire qui suit systématiquement la hausse réelle des prix, c'est-à-dire imposer l'échelle mobile des salaires.

## Garcimore, le retour !

La direction s'est fendue d'un document pour expliquer sa stratégie pour augmenter la compétitivité. 34 pages de tableaux, de diagrammes, de plannings et des phrases explicatives plus alambiquées les unes que les autres.

Encore raté ! On a tous vu que la direction cherchait à dissimuler les emplois qu'elle veut faire disparaître.

## Cœur de pierre

Pour accroître les profits, la direction voudrait nous répartir en fonction de notre activité. D'un côté, les « cœurs de métiers » censés rester chez Renault, de l'autre, les « non-cœurs de métier » censés aller dans une entreprise dite « partenaire ».

Pour la direction, c'est « cœur de métier », surtout du côté du ventricule gauche, tout près du portefeuille.

## Chacun sa solidarité

Alors que les premiers effets des suppressions de postes se font sentir sur notre charge de travail, le mot à la mode est « solidaire ». Il faudrait que l'on soit solidaire, que nous nous serrions les coudes pour absorber la charge de travail.

S'il faut être solidaire et se serrer les coudes ensemble, c'est pour combattre ensemble les surcharges de travail et les suppressions de postes.

## Non à la précarité !

À trois semaines de la fin de l'année – période où, tout le monde devrait pouvoir profiter tranquillement des vacances de Noël – nos camarades prestataires sont dans l'incertitude. En effet, Renault ne s'est pas prononcé sur les contrats 2014.

Pour que nos camarades ne soient plus dans l'expectative, ils n'attendent pas une réponse le 25 décembre sous le sapin, il faut qu'ils soient embauchés pour 2014.

## Cadeau empoisonné

La direction propose une application pour Smartphones et tablettes permettant de lire nos emails professionnels à la maison. Le slogan de l'application a le mérite d'être clair : « Good for Entreprise ! ».

C'est clair, ce n'est pas good pour nous !

## Quel baratin !

L'obligation légale du taux d'emploi de travailleurs handicapés est de 6 % en France. Renault assure qu'elle est une entreprise modèle puisqu'elle aurait un taux d'emploi de ces travailleurs de 8,33 %.

Quand on sait et on subit les pratiques « managériales » de la direction et son « souci » quotidien, de notre « bien être », on a bien des doutes. D'ailleurs, le budget de 4 millions d'euros, qu'elle annonce allouer au handicap, semble bien maigre pour une entreprise de 40 000 salariés et un chiffre d'affaire de 41 milliards d'euros.

## Excès de modestie ?

Les grands groupes préfèrent spéculer avec leur free cash flow que régler leurs factures. Pour accroître leur trésorerie, ils retardent le paiement des entreprises sous-traitantes. Un ministère a commandé une étude sur le sujet. Sur 60 entreprises, Renault fait partie des trois plus mauvais payeurs. Belle illustration de la loi du plus fort qu'imposent les trusts à leurs clients.

Là-dessus, la direction n'a pas communiqué pour célébrer ce podium !

## Projet franchement mensonger

Renault et PSA viennent de finaliser leurs changements d'actionariat dans les deux filiales (Française de Mécanique) et STA (Société de Transmission Automatique).

La direction prétend que ces « opérations capitalistiques n'auraient pas d'impact sur les salariés des deux filiales ». Cependant, il n'y a même pas une année ils ont licencié 800 intérimaires dans ces deux filiales. Il n'y a aucune raison de croire leurs déclarations.

## Bonnet blanc et blanc bonnet

Tavares ne jurait que par Renault. Il invoquait « l'esprit Renault » pour nous prêcher des sacrifices. Désormais, Tavares ne jurera plus que par Peugeot. Il invoquera « l'esprit Peugeot » pour prêcher des sacrifices à nos camarades de PSA.

À Renault comme à PSA, les Carlos utilisent « l'esprit d'entreprise » pour nous diviser et nous attaquer.